

7. Par ailleurs, le Liban entretient des relations étroites avec l'Irak et poursuit avec ce pays une coopération économique efficace; il souhaite en fait voir se renforcer cette coopération dans le cadre de la CEAO et en d'autres lieux.

8. M. Ghorra demande donc instamment au Conseil d'envisager d'ajourner sa décision définitive sur le projet de résolution dont il est saisi (E/L.1739), de préférence jusqu'à la session de l'été 1977, afin de permettre aux membres de la CEAO de procéder à de nouvelles consultations en vue d'aboutir à un accord unanime sur la question du siège permanent.

9. Le PRÉSIDENT fait observer que le Conseil ne peut recevoir cette demande que si un membre la présente sous forme de proposition officielle.

10. M. KITTANI (Observateur de l'Irak), prenant la parole sur l'invitation du Président, fait remarquer que la Commission discute de cette question depuis deux ans et que tous les membres ont eu largement le temps de présenter leurs offres. La décision a déjà été ajournée une fois au niveau de la Commission, à la demande du Liban, et il ne voit aucune raison de l'ajourner de nouveau à moins qu'on ne veuille faire intervenir des considérations politiques ou autres. Sa délégation s'opposera fermement à toute initiative dans ce sens.

11. M. GHORRA (Observateur du Liban), prenant la parole sur l'invitation du Président, réaffirme qu'en raison de la situation actuelle au Liban sa délégation n'a guère eu le loisir de présenter son point de vue à la Commission. En outre, il n'est pas urgent de prendre une décision.

12. M. STOFOROPOULOS (Grèce) dit que certains aspects de la question préoccupent sa délégation; celle-ci ne pense pas qu'il faille pousser le Conseil à prendre une décision hâtive à ce sujet. Vu que le rapport sur la deuxième session extraordinaire de la CEAO n'a été publié que récemment et contient certains éléments de caractère assez technique, il serait peut-être bon de remettre la décision de quelques semaines afin que les délégations aient le temps de se consulter.

13. M. KITTANI (Observateur de l'Irak), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit qu'il s'agit en fait d'un problème urgent. Si les travaux de construction des immeubles ne démarrent pas prochainement, ces immeubles ne seront pas prêts pour septembre 1979, date à laquelle vient à expiration l'accord concernant l'installation provisoire de la Commission à Beyrouth. On a demandé au Secrétaire général de donner son opinion sur les diverses offres qui ont été présentées et sa conclusion a été que, si la proposition irakienne ne soulève aucune difficulté, il n'en est pas de même pour les deux autres. Qui plus est, la proposition irakienne ne comporte pas d'incidences financières pour l'Organisation. Le rapport sur la deuxième session extraordinaire de la CEAO et le document E/ECWA/38 et Add.1 doivent être examinés conjointement.

14. M. SALLAM (Yémen) propose une suspension de séance.

La séance est suspendue à 16 h 55; elle est reprise à 17 h 20.

15. Le PRÉSIDENT suggère au Conseil, à la lumière des consultations auxquelles il a procédé, de reporter l'examen de cette question et l'adoption d'une décision sur le projet de résolution au lundi 25 octobre au plus tôt et au mercredi 27 octobre au plus tard.

Il en est ainsi décidé.

16. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), appuyé par M. ROUGÉ (France), fait observer que, bien que, selon l'état présenté par le Secrétaire général (E/L.1738 et Corr.1), une décision d'accepter l'offre de l'Irak n'aurait pas d'incidences financières pour l'Organisation des Nations Unies, le transfert de la Commission à Bagdad entraînerait certaines dépenses. Il demande par conséquent une ventilation détaillée de ces dépenses.

17. Le PRÉSIDENT dit que le Secrétariat a pris note de cette demande.

La séance est levée à 17 h 30.

2034^e séance

Lundi 25 octobre 1976, à 11 heures.

Président : M. Siméon AKE (Côte d'Ivoire).

E/SR.2034

POINT 25 DE L'ORDRE DU JOUR

Coopération en matière de développement industriel (A/31/16)

1. M. KHANE (Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel) annonce que, au cours des 18 mois précédents, l'ONUDI a entamé avec succès la refonte de ses structures, de ses politiques et de ses programmes. La Déclaration et le Plan d'action de Lima¹, adoptés lors

de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI en mars 1975, ont marqué le début d'une nouvelle phase et, pour la première fois, la part des pays en développement dans la production industrielle globale a été définie avec précision, l'objectif ayant été fixé à 25 p. 100 d'ici à l'an 2000. Dans le Plan d'action, on a défini des principes directeurs ainsi que des moyens de faciliter la réalisation de cet objectif et de disposer d'une base solide aux fins d'une croissance continue.

2. Le secrétariat de l'ONUDI a estimé que ses travaux devraient porter sur trois principales catégories d'activité. En premier lieu, il établirait un

¹ Voir A/10112, chap. IV.

ensemble d'analyses, de conclusions et de données. Grâce, notamment, au Centre international d'études industrielles, les programmes de recherches nécessaires ont été entrepris en ce qui concerne la prise de décisions, le transfert et l'adaptation des techniques, et les raisons des succès remportés dans le domaine de l'industrialisation. D'autre part, on procède actuellement à la mise en place d'un nouveau système de consultations qui devrait aboutir à de nouveaux modes de coopération internationale dans certains secteurs industriels. C'est bien entendu de la volonté politique et des efforts conscients des intéressés que dépendra en fin de compte le succès de ce système. Il est prévu que les premières consultations sur le fer et l'acier ainsi que sur les engrais auront lieu en 1977, et des études portant sur tous les aspects de ces secteurs sont en voie d'achèvement. Les activités de la troisième grande catégorie consisteront à fournir une assistance technique plus efficace, notamment dans les secteurs prioritaires et en ce qui concerne l'aide aux pays les moins avancés ainsi qu'aux pays en développement sans littoral et insulaires, à l'intention desquels le secrétariat réorganisé a établi un programme spécial.

3. L'ONUDI est devenu l'organe central chargé de coordonner le développement industriel au sein du système des Nations Unies, et M. Khane s'est entretenu cette année avec des représentants de la plupart des organismes et bureaux des Nations Unies ainsi que des commissions régionales. La deuxième réunion du Conseil consultatif des Nations Unies pour le développement industriel, qui s'est tenue à Vienne en septembre 1975, a ouvert la voie à une meilleure coordination, à l'échelon interinstitutions, des programmes d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies consacrés à l'industrie.

4. La résolution 46 (X) du Conseil du développement industriel (voir A/31/16, première partie, annexe I) a prévu des mesures en vue de l'application des décisions de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI relatives à la souveraineté des pays en développement sur leurs ressources naturelles et à leur industrialisation. Le projet de résolution sur la coopération internationale en matière de transferts de technologie a donné lieu à des débats approfondis avant d'être renvoyé à la neuvième session du Comité permanent (*ibid.*, deuxième partie, par. 16). Comme l'a demandé l'Assemblée générale, le Conseil a établi les instruments de base nécessaires à la création d'un Fonds des Nations Unies pour le développement industriel et un projet de résolution à ce sujet a été recommandé pour adoption à l'Assemblée générale (*ibid.*, par. 34). Le Conseil a également recommandé que l'Assemblée générale, s'appuyant sur le mandat proposé au paragraphe 70 de la Déclaration de Lima, convoque la troisième Conférence générale de l'ONUDI en 1979 (*ibid.*, par. 20).

5. L'Assemblée générale trouvera dans le document A/31/147 — dont elle est saisie au titre du point 66 de l'ordre du jour de sa trente et unième session — l'exposé des progrès accomplis dans la voie de la création d'une banque de données techniques intéressant l'industrie, demandée par l'Assemblée dans sa résolution 3507 (XXX).

6. Les ressources de l'ONUDI sont encore insuffisantes pour lui permettre de faire face aux

responsabilités de plus en plus étendues qui sont les siennes. La diminution brutale des ressources du Programme des Nations Unies pour le développement a coïncidé avec la réorganisation du secrétariat, qui a cependant été en mesure de fournir une assistance technique accrue, mais on espère que le futur Fonds des Nations Unies pour le développement industriel permettra de réduire le déséquilibre qui existe entre les ressources et les besoins. Le budget ordinaire de l'ONUDI doit être examiné par l'Assemblée générale, qui a prié le Secrétaire général de présenter une nouvelle proposition pour 1976-1977. Les propositions actuellement étudiées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires accusent une progression lente mais régulière, principalement imputable aux nouveaux programmes du Centre international d'études industrielles.

7. Enfin, le Comité plénier intergouvernemental chargé d'établir un acte constitutif pour l'ONUDI en tant qu'institution spécialisée doit tenir sa quatrième session à Vienne à partir du 2 novembre.

8. M. ROUGÉ (France) estime que le Conseil ne devrait pas consacrer le temps limité dont il dispose à un examen détaillé des nombreux problèmes que soulève le rapport du Conseil du développement industriel (A/31/16), qui doit être examiné sous peu par l'Assemblée générale. C'est parce que les méthodes de travail du Conseil économique et social sont mauvaises que bon nombre de questions épineuses doivent être renvoyées directement à l'Assemblée générale par le Conseil du développement industriel sans que le Conseil économique et social ait une chance de trouver une solution acceptable. Aussi, la délégation française est-elle prête à appuyer une décision de procédure tendant à ce que le rapport soit communiqué à l'Assemblée générale pour que celle-ci l'examine et prenne une décision.

9. M. NEUHOFF (République fédérale d'Allemagne) rappelle que, lors de la reprise de la dixième session du Conseil du développement industriel, sa délégation a expliqué quelle était sa position sur certains aspects du budget de l'ONUDI pour 1976-1977, sur les règles de gestion financière proposées pour le Fonds des Nations Unies pour le développement industriel, sur le projet relatif à une banque de données industrielles et techniques et sur le système de consultations. Le point de vue de son gouvernement n'a pas varié et sa délégation s'y reportera lors des débats de la Deuxième et de la Cinquième Commission.

10. Le PRÉSIDENT propose que le Conseil prenne acte du rapport du Conseil du développement industriel sur sa dixième session (A/31/16) et le transmette à l'Assemblée générale à sa trente et unième session.

Il en est ainsi décidé [décision 193 (LXI)].

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation (E/5894, E/L.1736, E/L.1737, E/L.1740)

11. M. KANAZAWA (Japon) se réfère aux modifications qu'il est proposé d'apporter au calendrier des réunions à la suite de la recommandation de la Commission de la condition de la femme tendant à ce que le Conseil l'autorise à reprendre sa vingt-sixième session

en décembre 1976, pour deux semaines (E/L.1737, par. 2). La délégation japonaise a appuyé la résolution 3521 (XXX) de l'Assemblée générale, par laquelle la Commission a été priée d'achever en 1976 l'élaboration du projet de convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, étant entendu que ces travaux seraient achevés à la vingt-sixième session de la Commission, en septembre 1976. Etant donné les divergences de vues qui sont apparues à cette session, il n'est guère réaliste de croire qu'un accord sur le texte en question pourrait se faire deux mois plus tard seulement, et dans un délai de deux semaines. En outre, étant donné que la période en question tombe pendant la session de l'Assemblée générale, il est douteux que l'on puisse faire appel au personnel du Secrétariat pour assurer le service de la reprise de la session de la Commission à Genève en décembre. Pour toutes ces raisons, M. Kanazawa ne peut appuyer la recommandation de la Commission; il serait plus pratique que celle-ci poursuive ses travaux relatifs au projet de convention à sa vingt-septième session.

12. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation n'a pas eu le temps d'examiner à fond la note du Secrétariat (E/L.1737). En conséquence, et sans préjuger sa position concernant la recommandation de la Commission de la condition de la femme relative à la reprise de sa session en décembre 1976, il propose de repousser à la séance suivante du Conseil la discussion de fond sur cette recommandation.

13. M. EHSASSI (Iran) dit que, à la session de septembre de la Commission de la condition de la femme, les travaux de la Commission ont porté exclusivement sur l'achèvement du projet de convention et sur des propositions et recommandations relatives à la Décennie des Nations Unies pour la femme. Malheureusement, la Commission n'a pu, pendant la période limitée dont elle disposait, achever sa tâche, bien que l'essentiel du travail soit déjà fait pour ce qui est du projet de convention. La délégation iranienne appuie énergiquement la recommandation relative à une reprise de la vingt-sixième session en décembre à Genève. Pour réduire le coût de la reprise de la session, on pourrait supprimer les comptes rendus analytiques. Si la Commission devait tenir une session extraordinaire en 1977, les incidences financières en seraient certainement plus élevées que celles qui sont données dans l'état présenté par le Secrétaire général (E/L.1740) pour une reprise de la session.

14. M. ROUGÉ (France) dit que sa délégation avait formulé une réserve lorsque la Commission de la condition de la femme a adopté sa recommandation concernant une reprise de sa session en 1976; cette recommandation ne pouvait en effet se justifier. Il fait siennes, à cet égard, les observations du représentant du Japon. En accédant à la demande de la Commission, on encouragerait d'autres organes subsidiaires du Conseil à recourir au même procédé lorsqu'ils ne sont pas en mesure d'achever l'examen de leur ordre du jour. Le Conseil ne doit pas établir un précédent fâcheux en autorisant une commission technique à reprendre sa session ou à tenir une session extraordinaire lorsqu'elle n'a pu achever l'examen de son ordre du jour à sa session ordinaire. La délégation française a en outre des réserves à formuler concer-

nant le coût élevé d'une reprise de la session de la Commission en 1976, même si l'on supprime les comptes rendus analytiques.

15. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) fait observer que le secrétariat du Conseil économique et social avait indiqué à la session de septembre que la Commission pourrait prolonger sa session ordinaire et qu'il était possible de prévoir une prolongation d'une semaine sans que cela entraîne d'incidences financières. La Commission a toutefois décidé de recommander que le Conseil l'autorise à reprendre sa session en décembre 1976.

16. M. KJELDGAARD (Danemark) dit que sa délégation est peu disposée à rejeter cette recommandation : elle estime, en particulier, que si les membres de la Commission l'ont présentée c'est parce qu'ils ont bon espoir de pouvoir achever les travaux relatifs au projet de convention pendant la période supplémentaire de deux semaines. Par ailleurs, l'état des incidences sur le budget-programme de la recommandation de la Commission (E/L.1740) ne confirme en rien les doutes soulevés par le représentant du Japon concernant les services à assurer pour la reprise de la session pendant la session de l'Assemblée générale. Le représentant du Danemark pense toutefois, comme le représentant de l'Iran, que l'on pourrait faire quelques économies en supprimant les comptes rendus analytiques.

17. M. RIVAS (Colombie) appuie, lui aussi, la recommandation de la Commission. Les membres de la Commission n'auraient pas voté à une très forte majorité pour cette recommandation, dans laquelle la Commission demande l'autorisation de reprendre sa session, s'ils ne pensaient pas qu'ils pourraient achever les travaux relatifs au projet de convention pendant cette période, quelles que soient les divergences de vues sur divers points. Il ne s'agit pas tout simplement d'un organe subsidiaire du Conseil qui n'a pu achever l'examen de son ordre du jour : l'élaboration du texte d'une convention officielle sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes est une tâche beaucoup plus importante que l'examen d'un point ordinaire de l'ordre du jour d'un organe subsidiaire du Conseil et justifie qu'une exception soit faite aux règles relatives aux rapports entre le Conseil et ses commissions techniques. La demande de la Commission est d'autant plus justifiée que le projet de convention est l'une des questions auxquelles le Conseil lui-même a conféré un caractère prioritaire. Il serait en outre logique que la reprise de la session ainsi recommandée ait lieu à New York, pour réduire les frais.

18. M. DE MOURA (Brésil) dit que l'on ferait une erreur en supprimant les comptes rendus analytiques d'une session consacrée à l'élaboration d'une convention; il faudrait au contraire les maintenir pour la reprise de la session de la Commission. Par ailleurs, il souhaiterait qu'on lui explique les raisons pour lesquelles on ne pourrait tenir la session proposée à New York. La question de la disponibilité du personnel nécessaire pour assurer le service de la session ne constitue pas un problème car les travaux de l'Assemblée tireraient alors à leur fin et il est peu probable que les grandes commissions, qui n'auront plus beaucoup de travail à faire, se réunissent en même temps que la Commission. La question de la

reprise, à New York, de la session de la Commission devrait être examinée à la Troisième Commission.

19. Mme SIPILÄ (Sous-Secrétaire général au développement social et aux affaires humanitaires) dit qu'elle a une longue expérience de la Commission de la condition de la femme et qu'elle a assisté aux deux premières semaines de la dernière session. Elle admire la Commission d'avoir pu travailler aussi rapidement qu'elle l'a fait et estime qu'il est normal que des désaccords se produisent lorsqu'on élabore des instruments de droit international, en particulier lorsque ce droit s'applique à la vie des individus et des familles. En ce qui concerne le projet de convention proprement dit, elle considère qu'un accord a été atteint sur toutes les questions de fond et pense que les questions de procédure ne soulèveront pas beaucoup de problèmes. La Commission a envisagé de prolonger sa session de Genève, mais une très faible minorité seulement s'est déclarée en faveur d'une telle prolongation car tous les représentants avaient déjà fait leurs plans pour reprendre leurs occupations ordinaires et avaient déjà beaucoup travaillé. La recommandation relative à la reprise de la session est donc, selon Mme Sipilä, tout à fait raisonnable.

20. La vingt-septième session de la Commission se tiendra en 1978 et, si la Commission ne peut examiner le projet de convention avant cela, le texte ne pourra en être soumis à l'Assemblée générale avant la trente-troisième session en 1978, au plus tôt, ce qui ne laisserait aucun espoir de le voir ratifier avant 1980, à mi-parcours de la Décennie des Nations Unies pour la femme.

21. S'agissant des incidences financières de la recommandation (E/L.1737, par. 2), Mme Sipilä note que certaines économies ont été réalisées à la session de septembre 1976. Elle pense qu'il n'y aurait pas de problème de chevauchement de fonctions pour le personnel de l'Organisation des Nations Unies dont les services seraient requis pour la session proposée, étant donné qu'il n'aurait plus rien à faire pour l'Assemblée générale, principalement pour la Troisième Commission, à la date proposée.

22. Pour conclure, Mme Sipilä dit que la Commission ne souhaite nullement établir un précédent dangereux; la session doit être considérée comme une session biennale normale, consacrée aux travaux découlant normalement d'une grande conférence ainsi qu'aux préparatifs d'une autre grande conférence. Elle estime que l'Organisation des Nations Unies n'aurait aucun intérêt à rejeter la demande de la Commission.

23. M. TUKAN (Jordanie) dit que s'il est, d'une façon générale, d'accord avec les représentants du Japon et de la France, il estime que les considérations du représentant du Danemark et du Sous-Secrétaire général sont plus convaincantes. Sa délégation est donc d'accord pour que la recommandation de la Commission soit acceptée. Il serait utile d'avoir des comptes rendus analytiques, mais il faudrait évaluer avec soin les autres priorités. Le représentant de la Jordanie appuie la proposition soviétique tendant à ce

que la décision à ce sujet soit renvoyée à une séance ultérieure du Conseil.

24. M. BARCELO (Mexique) fait observer que, lorsque la Commission a examiné cette recommandation, aucune délégation n'a soulevé d'objection. Il n'est pas partisan de retarder les travaux de la Commission relatifs au projet de convention. Le Conseil devrait donc faire tout son possible pour que la reprise de la session ait lieu au Siège.

25. M. MARSHALL (Royaume-Uni) dit qu'il ne s'oppose pas à ce qu'une décision sur cette recommandation soit prise ultérieurement; il souhaite appeler l'attention sur le fait que la proposition dont le Conseil économique et social est saisi n'est pas absolument identique à la recommandation faite par la Commission. En premier lieu, le Conseil doit se demander si on l'invite à donner à la Commission davantage de temps pour qu'elle le consacre à l'ensemble de son ordre du jour ou seulement à ses travaux relatifs à la Conférence mondiale de 1980 et au projet de convention. Deuxièmement, il doit examiner la possibilité d'une reprise de la session à New York, sinon en décembre 1976, à un autre moment, éventuellement en même temps que la session de printemps du Conseil économique et social. Enfin, il faudrait évaluer les inconvénients de la suppression des comptes rendus analytiques; à cet égard, le représentant du Royaume-Uni tend à partager l'avis du représentant du Brésil. S'agissant de la dernière phrase du paragraphe 2 du document E/L.1740, M. Marshall aimerait savoir si l'on peut s'attendre que le coût de la reprise de la session soit couvert quelles que soient les dates retenues pour la reprise de la session, et s'il serait nécessaire de faire appel à du personnel temporaire.

26. Mme SIPILÄ (Sous-Secrétaire général au développement social et aux affaires humanitaires) dit qu'il importe, pour diverses raisons, que la reprise de la session de la Commission ait lieu en 1976. En particulier, les membres actuels de la Commission connaissent à fond le projet de convention, alors qu'un tiers des membres doivent être remplacés en janvier 1977.

27. Le PRÉSIDENT dit que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Conseil souhaite renvoyer l'examen de la recommandation au mercredi 27 octobre, comme l'a proposé le représentant de l'Union soviétique.

Il en est ainsi décidé.

Rapport du Secrétaire général sur la réalisation du programme de redressement et de relèvement à moyen et à long terme dans la région soudano-sahélienne (A/31/259)

28. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à prendre acte du rapport du Secrétaire général (A/31/259) et à le transmettre à l'Assemblée générale lors de sa trente et unième session.

Il en est ainsi décidé [décision 194 (LXI)].

La séance est levée à 12 h 25.